

quant aux placements étrangers? C'est tout ce que je veux savoir.

L'hon. M. Winters: Je ne puis indiquer une politique que de la manière dont je l'entends, et celle que j'ai exposée dans mes discours de San Francisco et de Los Angeles était, d'après moi, celle du gouvernement.

L'EXPO '67

RUMEURS DE CONGÉDIEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA JEUNESSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question à poser au ministre du Commerce. La semaine dernière, à la Chambre, le député de Cumberland lui a demandé de faire une enquête sur certains procédés d'embauche, prétendument discriminatoires, au pavillon de la jeunesse de l'Expo. M. Oberfeld, membre du Conseil consultatif de la jeunesse à l'Expo, a été le premier à soulever l'affaire à Montréal et a été congédié. Le ministre est-il au courant? Voudra-t-il bien se renseigner à ce sujet?

L'hon. M. Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, s'il y a eu congédiement je ne puis imaginer que telle en fut la cause. Mais je me renseignerai et je rendrai compte à la Chambre.

L'IMMIGRATION

FILTRAGE DU POINT DE VUE DE LA SÉCURITÉ D'ÉMIGRANTS ÉVENTUELS DU ROYAUME UNIE ET DE L'IRLANDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de l'immigration. J'aimerais lui demander si l'on procède à un filtrage à l'égard des émigrants britanniques et irlandais aux fins de la sécurité. J'aimerais aussi me reporter à sa récente déclaration selon laquelle il n'y aurait plus dorénavant d'enquêtes semblables à l'égard des émigrants français. Cette déclaration a peut-être été mésinterprétée; de toute façon, j'aimerais obtenir des précisions.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous procédons toujours à une certaine enquête relative à la sécurité, car nous voulons être au courant du casier judiciaire, s'il en est, des immigrants éventuels. Il s'agit, au sujet de la Grande-Bretagne, d'enquêtes restrictives, et la même chose s'appliquera dorénavant à la France.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

RUMEURS DE MÉCONTENTEMENT AU SUJET DE PROMOTIONS, ET LE RESTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, le ministre du Revenu national étant absent, j'aimerais poser au leader de la Chambre une question au sujet des négociations collectives pour les employés de la fonction publique. Le ministre voudrait-il enquêter sur le mécontentement qui règne au sujet des nouvelles règles concernant les promotions, le sentiment qu'on fait preuve de distinctions injustes dans le choix des personnes promues, et l'effondrement général du moral parmi le personnel de sécurité à la Chambre.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Pour plusieurs raisons, la question ne me semble pas recevable.

LE CENTENAIRE DE LA CONFÉDÉRATION

LA CONTREFAÇON POSSIBLE DE BILLETS—LE PRIX DES PIÈCES D'OR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Prend-il des mesures de précaution particulières pour empêcher la contrefaçon des billets du centenaire qui ne portent aucun numéro de série à l'heure actuelle?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis, la question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. R. A. Webb (Hastings-Frontenac): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Finances. On a annoncé à la population, ces dernières semaines, que pour pouvoir se procurer une pièce d'or commémorative du centenaire de \$20, il faudrait acheter un ensemble de pièces commémoratives dont le prix s'élève à \$40. Or le *Reader's Digest* annonçait, dans un de ses derniers numéros, qu'il offrirait 200 de ces pièces d'or de \$20 comme prix d'un concours. Le ministre pourrait-il nous dire comment le *Reader's Digest* s'est procuré les pièces d'or en question?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question n'est pas assez urgente pour qu'on la pose à l'heure actuelle ou pour qu'on y réponde.

M. Webb: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. On a annoncé aux Canadiens qu'il leur faudrait déboursier \$40 et qu'ils ne pourraient se procurer les pièces d'or de \$20 qu'en achetant tout l'ensemble; or une maison d'édition se les procure au prix de \$20. La question est urgente, il me semble.